



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE MULTI-ATTRIBUTAIRES n° 2024-8835-059

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestières d'abattage et débardage mécanisé dans les forêts publiques des départements du Cantal, Haute Loire, Puy de Dôme, Creuse, Corrèze et Haute Vienne.

Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est un groupement de commandes composé de :

OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF)
Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes
143 rue Pierre Corneille – 69003 LYON
(mandataire)

OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF)
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Techno Orléans Charbonnière 100 boulevard de la Salle – 45760 BOIGNY SUR BIONNE

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Nicolas KARR, Directeur Territorial Auvergne-Rhône-Alpes, agissant :

- en vertu de la délégation de pouvoir accordée par le Directeur Général de l'O.N.F. aux Directeurs Territoriaux en date du 18 juillet 2024.
- en tant que mandataire désigné du groupement de commande, selon le mandat signé le 13 décembre 2024.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. PERSONNES EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	5
2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.2 DECOMPOSITION EN LOTS	5
3.3 MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
3.3.1 Lots n° 1 à 6,	5
3.3.2 Lot n° 31	6
3.3.3 Modalités d'attribution des bons de commandes	6
3.3.4 Modalités d'attribution des marchés subséquents	6
3.4 VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
3.5 SOLICITATION EXCEPTIONNELLE	6
3.6 INTEGRATION DE NOUVEAUX TITULAIRES	6
3.7 SOUS-TRAITANCE	7
3.8 CLAUSES DE REEXAMEN, MODIFICATIONS DU CONTRAT ET PRESTATIONS SIMILAIRES	7
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	7
4.1 ACCORD-CADRE	7
4.2 MARCHE SUBSEQUENT	7
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
5.1 EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE	8
5.1.1 Passation des commandes	8
5.1.2 Modification d'un bon de commande	8
5.1.3 Suspension d'un bon de commande	8
5.1.4 Résiliation d'un bon de commande	8
5.2 EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES	9
5.2.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents	9
5.2.2 Termes non couverts par l'accord-cadre	9
5.2.3 Forme des marchés subséquents	9
5.2.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents	9
a) Durée des marchés subséquents	9
b) Délai d'exécution des marchés subséquents	9
c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents	9
5.2.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents	9
a) Engagement de la consultation	9
b) Critères d'attribution des marchés subséquents	9
c) Formalisme et attribution des marchés subséquents	9
5.2.6 Modifications des marchés subséquents	9
5.3 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	10
5.4 EVALUATION DES CHANTIERS	10
5.5 CUBAGE	10
5.6 CLASSEMENT	10
5.7 BORDEREAU DE CUBAGE CLASSEMENT	10
5.8 QUANTITES COMMANDEES	10
5.9 QUANTITES CONSTATEES	10
5.10 HUILES BIODEGRADABLES - CONTROLES	11
6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	11
6.1 UNITE MONETAIRE	11

6.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	11
6.2.1	<i>Nature des prix</i>	11
6.2.2	<i>Contenu des prix</i>	11
6.2.3	<i>Critère de pondération du prix de base</i>	12
6.3	VARIATION DANS LES PRIX	12
6.4	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	12
6.4.1	<i>Avance</i>	12
6.4.2	<i>Acomptes</i>	12
6.4.3	<i>Facturation</i>	12
6.4.4	<i>Transmission des factures</i>	13
6.4.5	<i>Païement des sous-traitants</i>	13
6.4.6	<i>Délai global de paiement</i>	13
6.4.7	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	14
7	PENALITES	14
7.1	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	14
7.2	RETARD IMPUTABLE AU POUVOIR ADJUDICATEUR	14
8	DROIT, LANGUE	14
9	ASSURANCE	14
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	14
10.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	15
10.2	TRAVAIL CLANDESTIN	15
10.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	15
10.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	15
11	REGLEMENT DES DIFFERENTS	15
12	ANNEXES	16
12.1	COEFFICIENTS DE CONVERSION	16

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le groupement de commandes composé de :

- L'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489, dont le siège est basé 143 rue Pierre Corneille – 69003 LYON.
- L'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020, dont le siège est basé Parc Technologique Orléans Charbonnière 100 boulevard de la Salle – 45760 BOIGNY SUR BIONNE.

1.2. Personnes en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

Les personnes en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre sont :

- le directeur de la Direction territoriale d'Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2024.01 du 18 juillet 2024 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

M. KARR Nicolas
Directeur Territorial
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

- la directrice de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'ONF, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2024.01 du 18 juillet 2024 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mme PERTHUISOT Johanne
Directrice Territoriale
Parc Technologique Orléans Charbonnière 100 boulevard de la Salle – 45760 BOIGNY SUR BIONNE

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Les personnes habilitées à donner les renseignements sont :

Pour la Direction Territoriale Auvergne-Rhône-Alpes

Mme ABONNENC Valérie
Agence Comptable Secondaire DT AURA
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES
Téléphone : 04.73.42.01.38 - Email : valerie.abonnenc@onf.fr

Pour la Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine

M DELZESCAUX Cédric
Agence Comptable Secondaire DT Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique Orléans Charbonnière 100 boulevard de la Salle – 45760 BOIGNY SUR BIONNE
Téléphone : 06.22.27.09.94 - Email : cedric.delzescaux@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique est :

M. CHEVENET Antoine
Responsable du service Bois
98 rue Léon BLUM - 15000 AURILLAC
Téléphone : 06. 71.57.47.62
Email : antoine.chevenet@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est :

- L'Agent comptable secondaire de chacune des directions territoriales respectives ;

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement concerne la réalisation de prestations d'exploitation forestières.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – mai 2022.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2 Décomposition en lots

La consultation est constituée de 7 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- Six (6) lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 6
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 31

Lots	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Quantité annuelle minimale de commande en m3	Quantité estimative annuelle en M3	Quantité annuelle maximale de commande en M3 *	Lieux d'exécution	Responsables travaux d'exploitation
1	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	20 000	25 000	50 000	Corrèze Cantal	Clément LEMEL
2	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	16 000	20 000	40 000	Creuse Combrailles	Maxime DELPIANO
3	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	20 000	25 000	50 000	Haute Vienne Creuse	Xavier FOUGERON
4	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	9 600	12 000	24 000	Cantal	Pierre FONT
5	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	12 000	15 000	30 000	Haute Loire	Loic MASSON
6	Abattage, façonnage mécanisé et débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	9 600	12 000	22 500	Livradois	Loic MASSON
31	Abattage et/ou façonnage mécanisé et/ou débardage de bois	Voir documents. « CCATP »	Sans		30 000	Agence Montagnes d'Auvergne et Limousin	Pierre FONT

* : La quantité annuelle maximale est forfaitairement fixée à 2,5 fois la quantité de l'engagement annuel minimal.

3.3 Modalité d'exécution de l'accord-cadre

3.3.1 Lots n° 1 à 6,

Les lots 1 à 6 font l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande tant que les prestations à réaliser rentrent dans l'application des critères de pondération des prix de base prévus à l'acte d'engagement ;
- par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
 - lorsque l'application desdits coefficients ne permet pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
 - lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (crise sanitaire, accident climatique...) avec des contraintes sur les délais d'exécution qui ne permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix de base chiffrés au bordereau de prix unitaires.

Pour les prestations faisant l'objet d'une remise en concurrence, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.3.2 Lot n° 31

Le lot n°31 s'exécute uniquement par marchés subséquents. Il est mis en œuvre lorsque le(s) titulaire(s) des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas en capacité de réaliser les prestations prévues.

Les attributaires du lot concerné seront remis en concurrence par tous moyens (mails, Place, courriers, ...) dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une entreprise de travaux forestiers (ETF) pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.

3.3.3 Modalités d'attribution des bons de commandes

Répartition en pourcentage de commande :

Les bons de commande seront adressés aux titulaires conformément au calcul des quantités minimales contractuelles retenues pour chaque attributaire. (Article 3.3 du Règlement de Consultation)

Une fois le volume annuel minimum d'un attributaire atteint, conformément à la valeur indiquée par mise au point lors de la notification, le pouvoir adjudicateur pourra proposer à l'attributaire des commandes supplémentaires, dans le respect du volume maximal contractuel du lot tel qu'indiqué à l'article 3.2.

3.3.4 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la mieux disante.

3.4 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

3.5 Sollicitation exceptionnelle

Chaque titulaire d'un des lots du présent marché pourra intervenir ponctuellement sur un autre secteur géographique que celui spécifié sur les documents du présent marché à condition que le(s) titulaires(s) du secteur géographique cible ne soient pas en mesure de satisfaire la commande dans son intégralité. (L'indisponibilité totale ou partielle du titulaire initial sera tracée par tous moyens par le pouvoir adjudicateur). Il peut également s'agir d'un besoin ponctuel de renfort, notamment en cas de crise sanitaire.

Le titulaire sollicité reste libre d'accepter ou de refuser cette commande et l'acceptation de principe prévaut. En cas de refus, seul ce dernier sera tracé par le pouvoir adjudicateur.

S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

Afin d'assurer une continuité d'activité, en cas de conditions rendant l'exploitation impossible, des chantiers dits « de repli » pourront être proposés au(x) titulaire(s), dans des secteurs géographiques situés sur les départements du Cantal, Haute Loire, Puy de Dôme, Creuse, Corrèze et Haute Vienne. L'accord préalable du titulaire sera recueilli et confirmé par tous moyens par le pouvoir adjudicateur.

3.6 Intégration de nouveaux titulaires

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot n°31 tout au long de la durée d'exécution du présent marché. Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- La fiche de renseignement complétée.

3.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.8 Clauses de réexamen, modifications du contrat et prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

En particulier, des achats motivés par une urgence impérieuse :

- Cas de force majeure ;
 - Dans le cas d'une crise sanitaire (mortalité et/ou dépérissements de forêt) engendrant une désorganisation du marché (quantité à exploiter sans rapport avec celles prévues au titre du présent marché) et/ou une dépréciation rapide de la qualité des bois nécessitant une intensification de leur exploitation sur les périodes les plus à risque de dépréciation ;
- Incapacité ponctuelle d'un prestataire à réaliser une prestation prévue au marché (panne / casse majeure de son matériel, incapacité physique de son personnel ou technique), notamment ;
 - Lorsqu'il s'agit de débarder des bois de grande valeur et que les outils de débardage prévus par le titulaire du marché ne sont plus adaptés et qu'il convient de mettre en œuvre un autre système d'exploitation.
 - Dans le cas où le pouvoir adjudicateur est tenu à un délai de livraison des produits et qu'il est confronté à une défaillance du titulaire qui l'expose à l'application de pénalités de retard ;
- Incapacité définitive d'un prestataire à réaliser une prestation prévue au marché (décès, liquidation de l'entreprise) ;

Sans préjudice du respect des quantités annuelles minimales de commande stipulées à l'article 3.2, le pouvoir adjudicateur pourrait recourir à d'autres opérateurs économiques que les titulaires de l'accord-cadre pour réaliser des prestations répondant aux mêmes besoins que ceux objets du présent accord-cadre dans les cas ci-dessus.

Cependant si l'activation de ces clauses est issue d'une incapacité du titulaire à répondre au besoin, ces propositions seront bien décomptées du montant minimal lui étant dû.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Accord-cadre

- l'acte d'engagement et bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) ;
- le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière (CNPEF) et les clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – mai 2022 (CGA) ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

4.2 Marché subséquent

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,

- Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents.

A noter, les clauses générales d'achat des prestations forestières en forêt publique et le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière étant réputés connus par les opérateurs économiques, ces documents ne sont pas matériellement joints au dossier de consultation. Néanmoins, ils sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Exécution par émission de bons de commande

5.1.1 Passation des commandes

Les commandes de prestations d'exploitation forestière sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF contactera le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF retracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.1.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif apparaît le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

5.1.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

5.2 Exécution par remise en concurrence des titulaires

5.2.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés à l'article 3.3.2 ci-dessus.

5.2.2 Termes non couverts par l'accord-cadre

Les seuls éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix et le délai des prestations.

5.2.3 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront ponctuels.

5.2.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

5.2.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot n°31 *via* l'envoi d'un message électronique à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères d'attribution des marchés subséquents sont le prix et le délai. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

5.2.6 Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande du pouvoir adjudicateur, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.3 Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des CGA.

5.4 Evaluation des chantiers

La qualité des exploitations forestière est une condition essentielle à la préservation des sols et des peuplements forestiers. Le rendu d'un chantier, la qualité de façonnage et de présentation des bois à la vente, le respect d'un cahier des charges propre au client à qui seront livrés les bois, sont des marqueurs du professionnalisme mis en œuvre par l'ONF dans cette activité.

Durant l'exécution de ce marché, une évaluation de la qualité de chaque chantier sera effectuée, dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue entre l'ONF et ses cocontractants.

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire. Cette évaluation sera également utilisée en tant que sous-critère de notation de la valeur technique pour les prochaines consultations.

5.5 Cubage

Pour le cubage des bois, lorsque la prestation est commandée au titulaire, la prise de diamètre s'effectue au **compas forestier**, conformément à la norme NF B53-020 (aout 2019). Elle s'effectuera au cm couvert sur-écorce.

5.6 Classement

Sauf mention contraire précisée à la commande, le façonnage et le classement des grumes de résineux sera à réaliser selon le cahier des charges transmis.

5.7 Bordereau de cubage classement

Les modalités de saisie des éléments de pièce (n° pièce - essence – qualité - longueur – diamètre) dans un bordereau de cubage détaillé seront parmi les suivantes :

- Saisie dans une application Smartphone de Cubage, disponible sur le Store après inscription auprès de l'ONF, compatible Android. Cette dernière modalité sera déployée courant 2021 et sera obligatoire à compter de son déploiement, sauf dérogation de l'ONF
- Saisi dans un fichier @fichier excel.xls modèle transmis par l'ONF

5.8 Quantités commandées

Les commandes sont passées sur des unités d'œuvre (volume ou poids) dont la quantité est estimée à partir de données recueillies dans le cadre de la désignation des tiges.

Cette estimation présentant intrinsèquement une marge d'erreur, il est rappelé au titulaire que le bon de commande transmis par le pouvoir adjudicateur ne l'engage qu'à hauteur de 115% maximum de la quantité figurant sur le bon de commande.

Il relève donc de la responsabilité du titulaire d'alerter le pouvoir adjudicateur lorsque la quantité réalisée atteint la quantité commandée, pour obtenir le cas échéant du pouvoir adjudicateur une commande complémentaire, ou l'ordre d'interrompre l'exécution des prestations.

5.9 Quantités constatées

Les produits façonnés non conformes au cahier des charges (rebuts) donnent lieu à un non-paiement de la prestation.

Modalité de réception – Modalités de dénombrement des quantités constatées

La facturation est réalisée sur le volume commercial pour les différentes pièces numérotées

- Soit réceptionné en scierie par un cubeur automatique (cube usine en €/m³) et certifié conforme à la norme NF B53-020 par un organisme agréé. Le bordereau de cubage usine fait l'objet d'un contrôle par l'ONF.
- Soit à l'issu d'un cubage ou stérage manuel contradictoire (cube bucheron en €/m³) (cas spécifié à la commande) : l'ONF procède à un contrôle par échantillonnage de 10% des pièces du bordereau de cubage détaillé remis par le titulaire.
- Soit à l'issu d'une pesée du camion de transport. Un contrôle de densité est effectué de façon aléatoire pour validation le tonnage du bon de pesée transmis.

En cas d'écart manifeste au cours des contrôles, le volume annoncé par l'ONF servira de base à la facturation par le titulaire.

En cas de dénombrement dans une unité autre que l'unité de facturation dans laquelle le prix unitaire est exprimé, les coefficients de conversion – sauf disposition contraire précisée à la commande – sont ceux mentionnés à l'annexe 12.1.

5.10 Huiles biodégradables - contrôles

Durant l'exécution de ce marché, des analyses d'huiles pourront être faites régulièrement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant afin de vérifier les informations inscrites au sein du mémoire technique.

L'utilisation d'huile de chaîne biodégradable est une exigence fixée par le CNPEF.

L'utilisation d'huile hydraulique biodégradable relèvera, selon le cas :

- Soit d'un engagement pris par le candidat, et pris en compte dans l'examen de valeur technique de son offre
- Soit d'une prescription particulière dans le cadre de certains chantiers spécifiques, qui feront alors l'objet d'une commande en marché subséquent

En cas de déclaration inexacte, le pouvoir adjudicateur pourra prendre les sanctions nécessaires qui iront de l'arrêt du chantier dans l'attente de la mise en conformité, à la résiliation du marché, en passant par la suspension temporaire du marché (de 1 à 12 mois).

En cas de déclaration inexacte, le coût de l'analyse sera déduit du montant dû par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1 Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

6.2 Forme et contenu des prix

6.2.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au bordereau des prix unitaires de l'acte d'engagement de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- les prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement de l'accord-cadre auxquels s'appliquent les éventuels critères de pondération des prix de base ;
- ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

6.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.2.3 Critère de pondération du prix de base

Critère d'abatage en €/m3a

Volume chantier	<300m3	300-1500m3	>1500m3
	0,50	prix de base	-0,50
Prélèvement ha	< 30m3/ha	30-80m3/ha	>80m3/ha
	0,50	prix de base	-0,50
Volume unitaire tige	<0,3m3/t	0,3-1,5m3/t	>1,5m3/t
	1,00	prix de base	-1,00
Billons feuillus	1		

Critère de débardage en €/m3a

Volume chantier	<300m3	300-1500m3	>1500m3
	0,50	prix de base	-0,50
Prélèvement ha	< 30m3/ha	30-80m3/ha	>80m3/ha
	0,50	prix de base	-0,50
Distance de débardage	0-500m	500-1000m	>1000m
	prix de base	0,5	1,00

6.3 Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des CGA.

6.4 Modalités essentielles de paiement

6.4.1 Avance

En dérogation à l'article 6.2 des CGA, aucune avance ne pourra être accordée au titulaire.

6.4.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers le pouvoir adjudicateur au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle au pouvoir adjudicateur **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n°2024-8835-059 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou 47xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2024-8835-059
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET se rapportant au pouvoir adjudicateur (ONF Auvergne Rhône-Alpes : 66204311600489, ONF Centre-Ouest Aquitaine 662043116 03020).
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Le sous-traitant peut par ailleurs :

- a) Informer le pouvoir adjudicateur de sa demande de paiement en instance en déposant la facture sur Chorus. Espace Factures émises : A9 dépôt d'une facture par un sous-traitant. Destinataire de la facture : Siret du pouvoir adjudicateur. Valideur : Siret du titulaire.
- b) Directement effectuer sa demande de paiement en joignant à la facture, l'attestation de paiement directe signée du titulaire en utilisant le dispositif du a)

6.4.6 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour l'ONF.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1^{er} rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des CGA de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

7.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, le pouvoir adjudicateur pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

7.2 Retard imputable au pouvoir adjudicateur

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable au pouvoir adjudicateur, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du pouvoir adjudicateur une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.

11 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et, le cas échéant, la justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R.2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00 Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr Site internet : <http://lyon.tribunal-administratif.fr>

Liste des dérogations au CGA

L'article 6.4.1 sur les avances du contrat déroge à l'article 6.2 du CGA

12 ANNEXES

12.1 Coefficients de conversion

Type d'essence	Qualité	Essence	Unité maitre	Coefficient de conversion d'1 unité en m3 sur écorce			
			m3 sur	m3 sous	M3 apparent (M3A)	Tonne sèche (TAT)	Tonne fraîche (TLU)
Fs	BO, BI, BE1	CHX	1	1	0,63	1,85	1,11
Fs		HET	1	1	0,63	1,73	1,05
Fs		F.T, PEU, TRE	1	1	0,63	2,27	1,35
Fs		CHT, ERA, F.D, F.P, FRC, CHA	1	1	0,63	1,96	1,18
Rx	BO	EPC	1	1,087	0,7	2,25	1,14
Rx		S.P	1	1,136	0,7	2,25	1,14
Rx		RXB, EPS, P.W	1	1,111	0,7	2,25	1,14
Rx		DOU	1	1,149	0,72	2	1,05
Rx		MEL	1	1,163	0,72	2	1,05
Rx		P.M	1	1,333	0,72	2	1,05
Rx		P.N	1	1,19	0,72	2	1,05
Rx		P.S	1	1,163	0,72	2	1,05
Rx		RXR	1	1,176	0,72	2	1,05
Rx	BI, BE1	EPC, S.P, RXB, EPS, P.W	1	1	0,72	2,25	1,14
Rx		DOU, MEL, P.M, P.N, P.S, RXR	1	1	0,72	2	1,05
Rx		XRX	1	1	0,72	2,1	1,06

BO : Bois d'œuvre

BI : Bois d'industrie à destination des filières papier et panneau

BE1 : livrés en grume, billon, ou vrac, nécessitant une transformation (refendus ou broyés) par le client